

# INFOSLUTTES.BN

**N°2**

## **Informations diverses :**

### ➤ Réunion « appel politis »

Notre prochain rendez vous "Appel Politis" aura lieu le jeudi 8 JANVIER à la maison de quartier du chemin vert à 20h30.

### ➤ Ouverture du site de la fédération

Allez faire un tour sur le site qui vient d'être ouvert; vous pouvez ajouter votre nom à celles et ceux qui soutiennent l'initiative.

« Les Alter Ekolos, Les Alternatifs, l'Alternative Démocratique et Sociale, la Coordination nationale des collectifs unitaires, l'Association des communistes unitaires, le Mai, Ecologie solidaire, des écologistes de gauche, des militant-e-s du mouvement social, des élu-e-s, s'engagent ensemble pour créer un espace ouvert, une Fédération de citoyen-ne-s et de forces rassemblant des histoires et des cultures différentes de la gauche de transformation sociale et écologique. »

Coordonnées du site: <http://lafederation.org/>

## **Les luttes dans l'Enseignement...**

### ➤ Mastérisation des concours de l'enseignement

Si Xavier Darcos a reculé sur la réforme du lycée, celle des concours d'enseignement (CAPES et CAPEP), dite de « mastérisation », est toujours en cours.

En quoi consiste-t-elle ? Il s'agit d'intégrer l'ensemble de la formation des enseignants du primaire et du secondaire dans des formations universitaires de niveau master (bac+5). Le ministère met en avant plusieurs objectifs : donner un diplôme à ceux qui suivent la formation, qu'ils obtiennent ou non le concours et permettre ainsi à ceux qui échouent de se réorienter ; améliorer la formation des enseignants en leur rajoutant deux ans d'études ; revaloriser le métier d'enseignant.

La réalité est moins rose. Entre le stage d'un an qui disparaît et le fait que la plupart aujourd'hui font déjà une première année de Master, il n'y a pas réellement d'augmentation de la durée des études. Par contre, les étudiants perdent une année de salaire.

La formation ne sera pas non plus de meilleure qualité. L'année de stage en responsabilité est supprimée et les nouveaux masters doivent intégrer trop de choses : préparation à l'épreuve écrite, approfondissement de la discipline, stages courts, formation didactique et recherche, tout en étant capable d'orienter vers autre chose que l'enseignement en cas d'échec au concours.

Un programme complètement irréaliste qui signe au passage la fin des IUFM.

La réorientation en cas d'échec au concours ne sera pas forcément meilleure: quelles portes ouvriront des masters « enseignement » ?

Cela créera par contre, un vivier de titulaires du master mais non reçus au concours, fournissant une excellente main d'œuvre de futurs contractuels de l'Éducation Nationale ! Certains y verront la disparition programmée des concours, et des

professeurs fonctionnaires...

Enfin, comme beaucoup de réformes aujourd'hui, et notamment celles qui concernent l'enseignement, elle est choquante dans la méthode de mise en œuvre, sans la moindre concertation avec les principaux concernés : enseignants, formateurs des IUFM, universitaires, étudiants...

A ce sujet, mais aussi de manière plus générale sur les réformes universitaires, on peut consulter l'article d'Alexis Grélois sur le site du collectif de personnels, enseignants et étudiants de l'université: « Sauvons l'Université »

<http://www.sauvonsluniversite.com/spip.php?article736>.

On peut citer également l'article de Colin Folliot sur son blog: l'éducation au hachoir 2ème épisode – la réforme des concours-

<http://nilok.hautetfort.com/archive/2008/12/15/l-education-au-hachoir-2e-episode-la-reforme-des-concours.html>

Pour signer « l'Appel du 8 Novembre: L'Éducation Nationale en danger ! Pour une vraie formation des enseignants » rendez vous sur le site:

<http://www.appeldu8novembre.fr/phpPetitions/index.php?petition=2>

### ➤ Sauvons les RASED:

A propos de la suppression des Réseaux d'Aides Spécialisées aux Elèves en Difficulté (RASED) dans l'éducation Nationale. De quoi s'agit-il? Quelles sont leurs missions ?

« Les RASED ont pour mission de fournir des aides spécialisées à des élèves en difficulté dans les classes ordinaires des écoles primaires, à la demande des enseignants de ces classes, dans ces classes ou hors de ces classes. Ils comprennent des enseignants spécialisés chargés des aides à dominante pédagogique, les "maîtres E" (difficultés d'apprentissage), des enseignants spécialisés chargés des aides à dominante rééducative, les "maîtres G" (difficultés d'adaptation à l'école), et des psychologues scolaires...

L'existence de ces structures indispensables à l'aide aux élèves en grande difficulté est actuellement remise en cause. Alors que les moyens des RASED ont toujours été insuffisants pour couvrir les besoins, alors que la plupart des RASED sont déjà incomplets, des milliers de postes vont être supprimés. Les RASED sont menacés de disparition complète dans les trois années à venir. »

Pour une information plus complète, lire le texte daté du 22/11/2008 de **Laurent Lescouarch**, Maître de conférence à l'Université de Rouen et spécialiste de ce sujet:

<http://daniel.calin.free.fr/publications/lescouarch6.html>

Pour signer la pétition de soutien aux RASED, aller sur le lien

<http://www.sauvonslesrased.org/index.php?petition=4>

## **...et à la poste**

### ➤ Communiqué de presse du Comité national

contre la privatisation de La Poste, pour un débat public et un référendum sur le service public postal.

« Après les déclarations du Président, plus forte doit être la mobilisation. Le comité national condamne les affirmations du président Sarkozy dans les Vosges, le 18 décembre sur le devenir de la Poste. Il dénonce le mépris dont fait preuve le président qui annonce le changement de statut de la poste et d'ouverture de son capital à des investisseurs publics.

Le comité national s'oppose à une telle décision, il dénonce cette offensive contre ce « noyau dur du service public » et appelle au renforcement de la mobilisation contre la privatisation de la poste.

Une fois de plus le Président n'hésite pas à déformer la vérité pour justifier ses mauvais coups. Notamment quand il déclare que : « Quoiqu'il arrive La Poste sera en concurrence le 1er janvier 2011, ce sont les règles Européennes, c'est pas moi qui les ai négociées, c'est ainsi » (N. Sarkozy à Darney le 18 12 2008)

La vérité, que le comité national tient à rappeler est toute autre: Ce sont bien Mrs Bussereau et Novelli secrétaires d'État respectivement chargés des transports et des entreprises et du commerce extérieur qui ont négocié lors du conseil Européen des 1er Et 2 octobre 2007 pour la France, l'accord politique qui a abouti à l'ouverture du marché postal. C'est la même équipe qui a adopté la directive postale lors du vote du 8 novembre 2008.

Le comité national appelle largement à se mobiliser contre ce projet, à établir les conditions de l'amplification du rapport de force, de l'ouverture d'un nécessaire débat public pour aboutir à un référendum.

Ce n'est pas à Sarkozy de décider de l'avenir de La Poste, bien de la nation, c'est à la population qu'il revient de se prononcer sur l'avenir du service public postal afin qu'il réponde à ses attentes.

Le comité invite d'ores et déjà à venir signer l'appel national contre la privatisation de La Poste, pour un débat public et un référendum sur le service public postal devant les bureaux de poste de tout le pays **le samedi 10 janvier 2008**.

Il se joindra à la **manifestation nationale du 29 janvier 2008**. »

Pour aller plus loin, consulter le site <http://www.appelpourlaposte.fr/>

## **Le sort des réfugiés ...**

➤ **« Planquez vos enfants, voilà les démocrates... les bulldozers, comme en Palestine. » Dunkerque le 16 décembre 2008**

« L'année du 60ème anniversaire de la déclaration Universelle des Droits de l'Homme, et à quelques jours des fêtes de Noël ; nous avons pu assister à un triste et honteux spectacle le 16/12/2008 à Loon-Plage près de Dunkerque.

En effet ils étaient près de 80 réfugiés afghans et irakiens à « loger » dans des abris de fortune non loin du terminal ferry de Loon Plage, dans l'attente du passage en Angleterre. Tôt le matin, plus d'une quarantaine de policiers ont bouclé les campements pour ensuite vider de leurs occupants tentes et abris. Les réfugiés qui avaient tenté un passage la veille étaient en plein sommeil, lorsque tôt le matin, ils étaient arrêtés puis transférés vers les commissariats. C'est ensuite qu'un bulldozer est entré en action, détruisant ainsi cabanes, tentes et abris. Après trois heures de destruction massive et sans merci le dernier coup de pelleuse était donné, laissant ainsi un triste spectacle de désolation. Le campement de Grande-Synthe situé à quelques kilomètres de Loon plage qui compte habituellement près de 80 réfugiés était désert à notre arrivée. Il semblerait qu'il ait été vidé de ses occupants quelques temps avant. On s'attendait à ce qu'en cette période de grand froid, l'État donne une réponse plus humaine et moins odieuse à la grande détresse des réfugiés. »

### **Aïssa Zaïbet, MRAP Dunkerque**

(Radio 6 a annoncé la venue de la ministre de la Vérité, Mme Alliot Marie, vendredi 19 décembre à Dunkerque. Il est conseillé de ne pas laisser sortir vos enfants et de cacher les réfugiés.)

Pour en savoir plus, voir le blog des réfugiés et migrants du littoral dunkerquois: <http://refugies.over-blog.com>

## **...et des Palestiniens**

➤ Les 6 premiers jours d'une vie ordinaire à Gaza...6 jours de crimes de guerre.

Ecrit le 2 janvier 2009 par **Mireille Fanon-Mendes-France** de la fondation Frantz Fanon, membre du Bureau national de l'**UJFP** (Union Juive Française pour la Paix):

« 6 interminables journées de 24 heures pour les Palestiniens de la Bande de Gaza:

6 jours sans répit à ramasser les quelques 400 personnes assassinées par l'armée d'occupation, à mener les 2 000 blessés dans les hôpitaux ou dispensaires, à courir après les médicaments de première nécessité pour que ces blessés ne s'ajoutent pas à la déjà trop longue liste des morts.

6 jours pour les survivants à tenter de trouver un endroit qui ne risque pas d'être bombardé par les F16 et les Apaches qui envahissent le ciel... »6 jours de mobilisation spontanée dans de nombreux pays, du Sud au Nord.

6 jours où la communauté internationale montre une fois encore son incurie et autorise, par son silence et son incapacité à prendre la seule résolution nécessaire qui justifierait le rôle du Conseil de sécurité de l'ONU, la violation par l'Etat d'Israël de ses obligations au regard du droit humanitaire et plus précisément de la 4e Convention de Genève de 1949 qui assure protection aux personnes civiles en temps de guerre, signée par ce même Etat.

6 jours pendant lesquels la France, membre du Conseil de sécurité, ne trouve rien de mieux à faire que de demander à l'Etat attaquant une trêve de 48 heures pour acheminer de l'aide humanitaire. Certes, il faut de l'aide mais ce besoin est, ne l'oublions jamais, le résultat de l'occupation militaire illégale, réprouvée par de nombreuses résolutions de l'ONU, que subit depuis 60 ans le peuple palestinien. La France, dans ce cas présent, aurait été bien inspirée de respecter ses obligations au regard du droit international en proposant au Conseil de sécurité une résolution pour la condamnation de l'invasion israélienne en territoires palestiniens occupés.

Les enfants, les femmes et les hommes vivant dans la Bande de Gaza méritent mieux qu'une trêve de 48 heures. Ils méritent le droit à la vie, le droit de vivre libres, libérés de l'occupation militaire et restitués dans l'ensemble de leurs droits civils et politiques mais aussi économiques, sociaux et culturels... »

Pour lire l'article dans sa totalité: <http://www.protection-palestine.org/spip.php?article6796> **MANIFESTONS**

➤

**CONTRE LES MASSACRES À GAZA  
EN SOUTIEN AU PEUPLE PALESTINIEN  
EXIGEONS DES SANCTIONS CONTRE ISRAËL  
Mercredi 7 Janvier 17 h 30  
Caen – devant le Théâtre  
Collectif Solidarité Palestine 14**